



Après avoir boycotté les Comités Techniques Paritaires Départementaux qui devaient entériner 14 suppressions d'emplois à la DGFiP (4 au trésor et 10 aux impôts) ,les syndicats CGT impôts et trésor des Hautes Pyrénées ont réuni en commun leurs commissions exécutives respectives vendredi 16 janvier.

Durant cette réunion une conférence de presse a été organisée. Ce fut l'occasion de rappeler le rejet total d'une politique qui conduit les services du MINEFI des Hautes Pyrénées au bord de l'asphyxie.

Dans une période marquée par une crise économique sans précédent, cette politique de liquidation des services publics qui se retrouve à tous les niveaux (hôpital, éducation, météo, culture, jeunesse et sports, ONF ...) frappe encore plus durement les plus faibles. Cela n'empêche pas le gouvernement de continuer à servir grassement les plus favorisés alors même que les racines de la crise actuelle sont à chercher dans la véritable récession sociale organisée depuis maintenant 20 ans.

En effet, la crise actuelle n'est pas uniquement une crise financière, c'est une crise du système.

Pendant des années, les banques, les fonds d'investissements et les actionnaires ont exigé des taux de rentabilité de leurs capitaux largement supérieurs à la croissance de l'économie réelle.

Dans le même temps, les résultats financiers des grands groupes n'ont cessé de croître (96 milliards de profits pour les entreprises du CAC 40 en 2008 après 101 milliards en 2007) alors que la part des salaires dans la valeur ajoutée n'a cessé de diminuer au profit de la rémunération du capital.

Les choix patronaux aidés par les pouvoirs publics qui consistent à privilégier la rentabilité du capital n'ont donc pu se réaliser qu'au détriment des revendications des salariés et des besoins sociaux de la population.

L'écrasement du niveau des salaires, la remise en cause du système solidaire et intergénérationnel de la Sécurité Sociale comme de la retraite par répartition, la dégradation des conditions de travail, la précarisation à outrance des emplois, la destruction massive des emplois industriels et publics, le sous investissement dans l'appareil de production et la recherche, l'exonération sans limite ni contrôle des cotisations sociales accordées aux entreprises, la pression exercée sur les dépenses publiques et la mise en concurrence des salariés dans le monde, ... sont les principaux facteurs de cette crise.

Depuis des années l'Etat et le patronat nous rabâchent que les caisses sont vides et que les français doivent faire preuve de réalisme en acceptant nombre de sacrifices sur les retraites, la sécu, les minimas sociaux, les salaires, l'offre de service public ...

Cela n'a pas empêché N.Sarkozy de garantir aux banques un soutien des pouvoirs publics à hauteur de 360 milliards d'euros.

Pourquoi ces sommes n'ont jamais été et ne sont toujours pas disponibles pour :

- Augmenter les salaires et mettre en oeuvre des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs, des retraités et réduisent les inégalités,
- Améliorer les conditions de travail et de vie des citoyens,
- Défendre l'emploi privé et public,
- Lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales,
- Consolider le cadre collectif et solidaire de la protection sociale et des retraites,
- Garantir des services publics de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.

La CGT Impôts Trésor des Hautes Pyrénées en total accord avec l'ensemble des organisations syndicales nationales et départementales, appelle en conscience l'ensemble des personnels à l'action.

Elle organise, dans la perspective de la mobilisation nationale du 29 Janvier, les rendez-vous suivants :

- Des visites de postes et de services (12 trésoreries, 3 CDI , trésorerie générale, visite de toutes les administrations de la cité administrative),
- Une distribution de tracts au public (Leclerc méridien) ainsi qu'aux salariés du privé (zones industrielles).

Elle appelle à la mobilisation générale le 29 janvier et à la présence de tous les personnels à la manifestation unitaire PUBLIC/PRIVE prévue à TARBES à 10 H 00 (bourse du travail)